

**No. 49559\***

—  
**Spain  
and  
International Organization for Migration**

**Headquarters Agreement between the International Organization for Migration and Spain on the establishment of an IOM representation office in Spain. Madrid, 14 July 2008**

**Entry into force:** *provisionally on 14 July 2008 by signature and definitively on 23 March 2012 by notification, in accordance with article 24*

**Authentic texts:** *French and Spanish*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Spain, 7 May 2012*

*\*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

—  
**Espagne  
et  
Organisation internationale pour les migrations**

**Accord de siège entre l'Organisation internationale pour les migrations et l'Espagne relatif à l'établissement d'un bureau de représentation de l'OIM en Espagne. Madrid, 14 juillet 2008**

**Entrée en vigueur :** *provisoirement le 14 juillet 2008 par signature et définitivement le 23 mars 2012 par notification, conformément à l'article 24*

**Textes authentiques :** *français et espagnol*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *Espagne, 7 mai 2012*

*\* Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

ACCORD DE SIÈGE ENTRE L'ORGANISATION INTERNATIONALE POUR  
LES MIGRATIONS ET L'ESPAGNE RELATIF À L'ÉTABLISSEMENT D'UN  
BUREAU DE REPRÉSENTATION DE L'OIM EN ESPAGNE

L'Organisation internationale pour les migrations et le Royaume d'Espagne (ci-après « les parties »),

Souhaitant conclure un accord régissant le statut juridique en Espagne de la Représentation de l'Organisation internationale pour les migrations (ci-après « OIM »), en matière de privilèges, d'immunités, d'exemptions et de facilités dont doivent bénéficier en Espagne l'OIM, ses organes, ses fonctionnaires et les représentants des États membres, et en vue de garantir la protection et le bon fonctionnement de ladite Représentation,

Sont convenus de ce qui suit :

PERSONNALITÉ JURIDIQUE

Article 1<sup>er</sup>

L'Espagne reconnaît la personnalité juridique de l'OIM et sa capacité pour passer des contrats, acquérir ou céder des biens meubles et immeubles, recevoir et verser des fonds publics et privés, et ester en justice.

SIÈGE PERMANENT DE L'OIM

Article 2

La Représentation de l'OIM est établie à Madrid.

Article 3

- 1.- L'Espagne s'engage à mettre à disposition de l'OIM les locaux nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Elle s'engage également à prendre les mesures nécessaires pour que l'OIM ait la jouissance des bâtiments intégrant son siège.
- 2.- L'emplacement, les dimensions et les caractéristiques des locaux où est installé le siège central de l'OIM sont fixés d'un commun accord entre le gouvernement espagnol et cette organisation.
- 3.- L'OIM peut acquérir ou louer des locaux supplémentaires sur le territoire espagnol ; l'emplacement, les dimensions et les caractéristiques desdits locaux supplémentaires sont également fixés d'un commun accord entre les deux parties.

Article 4

- a) La Représentation est soumise à l'autorité de l'OIM
- b) L'OIM est habilitée à établir des règlements intérieurs et à définir ses règles de fonctionnement, applicables à l'ensemble de la Représentation.
- c) Sous réserve des dispositions du paragraphe ci-dessus, l'Espagne accorde à la Représentation de l'OIM le même traitement que celui dont bénéficient les sièges des représentations étrangères.

Article 5

- a) Les locaux de la Représentation de l'OIM sont inviolables.
- b) Aucune décision judiciaire ne peut être exécutée, y compris la saisie de biens privés, dans ces locaux, sans l'autorisation du Chef de mission.
- c) Sans préjudice des dispositions du présent accord, l'OIM ne permet pas que sa Représentation serve de refuge à des personnes recherchées en vue de l'exécution d'une décision judiciaire pénale ou poursuivies pour flagrant délit, ou faisant l'objet d'un mandat judiciaire ou d'un arrêté d'expulsion émanant des autorités espagnoles compétentes.

Article 6

- a) L'Espagne garantit la protection de la Représentation de l'OIM.
- b) Sur demande du Chef de mission, l'Espagne fournit les forces de police nécessaires au maintien de l'ordre à l'intérieur de la Représentation.

Article 7

L'Espagne n'oppose pas d'entraves à la circulation en provenance ou à destination de la Représentation des personnes devant y exercer des fonctions officielles ou des personnes invitées par l'OIM à s'y présenter.

FACILITÉS DE COMMUNICATION

Article 8

L'Espagne accorde à l'OIM, pour ses communications postales, téléphoniques, télégraphiques, radiotélégraphiques et radiophototélégraphiques, un traitement analogue à celui dont bénéficient les missions diplomatiques, en termes de priorité et de tarifs, pour leur correspondance, leurs communications téléphoniques, télégraphiques et autres.

Article 9

a) L'inviolabilité de la correspondance officielle de la Représentation de l'OIM est garantie.

b) La Représentation de l'OIM est habilitée à utiliser des codes, et elle peut envoyer et recevoir de la correspondance par des courriers ou des valises bénéficiant des mêmes privilèges et immunités que les courriers et valises diplomatiques. En cas de soupçon grave et fondé, les autorités espagnoles peuvent, en présence d'un représentant compétent de l'OIM, vérifier si effectivement ces valises contiennent uniquement de la correspondance officielle.

BIENS, FONDS ET AVOIRS

Article 10

La Représentation de l'OIM, ses biens et ses avoirs, en quelque endroit qu'ils se trouvent, bénéficient de l'immunité de juridiction, sauf dans la mesure où l'OIM y renonce expressément dans un cas particulier ou si cette renonciation découle des clauses d'un contrat. Il est toutefois entendu qu'une nouvelle renonciation est nécessaire pour les mesures d'exécution.

Article 11

1. Les biens et les avoirs de la Représentation de l'OIM, en quelque endroit qu'ils se trouvent, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative ou législative.

2. Les archives de la Représentation de l'OIM ou, en général, tous les documents qu'elles contiennent ou en rapport avec lesdites archives, sont inviolables, en quelque endroit qu'ils se trouvent.

Article 12

a) La Représentation de l'OIM, ses biens et avoirs, ainsi que les revenus qu'elle perçoit dans le cadre de ses activités officielles, sont exonérés de tous les impôts et taxes nationaux, régionaux et municipaux, à l'exception des taxes et impôts constituant le paiement de services particuliers rendus et des impôts indirects normalement compris dans le prix des marchandises et des services.

b) Quant à l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée, il est fait application à la Représentation de l'OIM des dispositions prévues à l'article 22, paragraphes 8 et 9, de la loi 37/1992, du 28 décembre 1992, relative à la taxe sur la valeur ajoutée, développées par le décret royal 3485/2000, du 29 décembre 2000, sur les franchises et exonérations accordées aux représentations diplomatiques, consulaires et aux organisations internationales, et portant modification du règlement général sur les véhicules, approuvé par le décret royal 2822/1998, du 23 décembre 1998, ainsi que des dispositions du décret du 24 mai 2001 portant établissement des franchises et exonérations accordées aux représentations diplomatiques, consulaires et aux organisations internationales, visées dans la première disposition finale du décret royal 3485/2000 du 29 décembre 2000.

c) La Représentation de l'OIM est exonérée du paiement de tous les droits de douane ou taxes connexes de quelque nature que ce soit, à l'exception des taxes correspondant aux

frais de stockage, de transport et aux services rendus. Elle est également affranchie de toute interdiction ou restriction d'importation ou d'exportation pour les articles destinés à des fins officielles.

d) Toutefois, les objets ayant bénéficié de l'une quelconque des exonérations visées au présent article peuvent être cédés ou mis à la disposition d'un tiers, à titre gratuit ou onéreux, uniquement dans les conditions prévues par le droit espagnol.

#### Article 13

a) La Représentation de l'OIM peut recevoir et posséder des fonds et des devises de toute nature, et avoir des comptes dans n'importe quelle devise. Elle est libre de transférer dans un autre pays les fonds et les devises dont elle dispose sur le territoire espagnol, et inversement.

b) L'Espagne apporte son aide et son soutien à l'OIM dans ses opérations de change et de transfert.

### FACILITÉS, PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

#### Article 14

a) Durant l'exercice de leurs fonctions en Espagne, le Directeur général et le Directeur général adjoint de l'OIM, les représentants des États membres aux réunions de l'OIM ou de ses comités et aux réunions convoquées par ladite OIM, jouissent des mêmes facilités, privilèges et immunités que ceux accordés dans le cadre d'une mission officielle temporaire en Espagne au personnel diplomatique étranger appartenant à une catégorie équivalente.

b) Ces facilités, privilèges et immunités s'étendent aux conjoints et aux enfants de moins de 23 ans des personnes précitées et dépendant de celles-ci.

#### Article 15

1. Sans préjudice des dispositions des articles 19 et 20 ci-après, le Chef de mission de la Représentation de l'OIM, ainsi que le fonctionnaire agissant en son nom pendant son absence, jouissent, de même que leurs conjoints et enfants mineurs, des prérogatives, immunités, exemptions et facilités accordées en vertu du droit international aux agents diplomatiques de même catégorie.

2. Si les personnes visées au paragraphe précédent ont la nationalité espagnole, elles jouissent de l'immunité judiciaire uniquement à l'égard des actes réalisés dans l'exercice de leurs fonctions officielles et bénéficient de l'exonération d'impôts sur les salaires et émoluments versés par l'OIM.

#### Article 16

Le Chef de mission de la Représentation de l'OIM communique à l'Espagne, par l'intermédiaire des services du Protocole du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, les noms et caractéristiques personnelles des personnes visées aux articles

14, 15 et 18, afin qu'elles puissent bénéficier des privilèges, immunités et facilités correspondants.

#### Article 17

Les immunités prévues aux articles 14 et 15 sont accordées à leurs bénéficiaires dans l'intérêt de l'OIM et non pour leur assurer des avantages personnels. Peuvent renoncer à ces immunités : le gouvernement de l'État concerné, quand il s'agit de ses représentants et de membres de leurs familles ; le Directeur général de l'OIM, quand il s'agit des membres des comités et de membres de leurs familles, du Chef de mission et de membres de sa famille, ou encore des fonctionnaires de l'OIM visés aux articles 15 et 18 et de membres de leurs familles.

### FONCTIONNAIRES

#### Article 18

1. Les membres du personnel de l'OIM, quelle que soit leur nationalité :

a) jouissent de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions ;

b) jouissent du droit, s'ils résident à l'étranger au moment de leur désignation, d'importer en franchise douanière et fiscale leur mobilier et leurs effets personnels pour s'installer en Espagne, ce une seule fois ; de même pour leurs véhicules automobiles, qu'ils peuvent importer dans les mêmes conditions que celles accordées aux membres des missions diplomatiques d'une catégorie équivalente ;

2. Les membres du personnel de l'OIM n'ayant pas la nationalité espagnole et n'étant pas résidents permanents en Espagne avant d'intégrer la Représentation, jouissent par ailleurs des facilités suivantes :

a) en matière d'impôts sur les salaires et émoluments versés par l'OIM, ils bénéficient des mêmes exonérations que celles accordées, à conditions égales, aux fonctionnaires des Nations unies ;

b) ils sont exemptés de toute obligation relative au service militaire ou à tout service civil obligatoire en Espagne ;

c) ils ne sont pas assujettis, pas plus que leurs conjoints et enfants de moins de 23 ans dépendant d'eux financièrement, aux restrictions prévues par la réglementation en vigueur concernant les étrangers et l'immigration, ni aux formalités policières applicables aux étrangers, à condition qu'ils soient en possession des documents délivrés par le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération visés à l'article 21.

d) en période de crise internationale, ils jouissent, de même que leurs conjoints et enfants de moins de 23 ans dépendant d'eux financièrement, des mêmes facilités de rapatriement que les membres des missions diplomatiques accréditées ;

e) ils jouissent des mêmes privilèges douaniers et fiscaux que ceux accordés par la législation espagnole aux membres de catégorie équivalente des missions diplomatiques ;

3. Les membres du personnel de l'OIM sont exclusivement soumis au statut du personnel de l'OIM et sont affiliés au fonds de pension des Nations unies, en vertu de la résolution n° 1130, approuvée lors de la 471<sup>ème</sup> séance du Conseil tenue le 2 décembre 2005. Tout différend entre l'OIM et les membres de son personnel devra être soumis, en dernière instance, au Tribunal administratif de l'OIT, en vertu de la résolution n° 952, approuvée lors de la 410<sup>ème</sup> séance du Conseil tenue le 20 novembre 1996.

4. Outre les dispositions du paragraphe 2.a) ci-dessus, les travailleurs embauchés par le Bureau de l'OIM à Madrid et y fournissant déjà leurs services avant l'entrée en vigueur du présent accord, bénéficient des mêmes exonérations que celles accordées, à conditions égales, aux fonctionnaires des Nations unies en matière d'impôts sur les salaires et émoluments versés par l'OIM.

#### Article 19

Ces privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires dans l'intérêt de l'OIM et non pour leur assurer des avantages personnels. Le Directeur général peut et doit lever l'immunité accordée à un fonctionnaire dans tous les cas où il considère que cette immunité empêche le jeu normal de la justice et à condition qu'il soit possible d'y renoncer sans porter atteinte aux intérêts de l'OIM.

#### Article 20

L'OIM coopère en permanence avec les autorités espagnoles en vue de faciliter une bonne administration de la justice, d'assurer l'application des règlements de police et d'éviter les abus auxquels pourraient donner lieu les immunités et facilités prévues par le présent accord.

### CARTES D'IDENTITÉ

#### Article 21

Les services du Protocole du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération de l'Espagne délivrent des cartes d'identité aux personnes visées au présent accord.

### RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

#### Article 22

1. Tout différend concernant l'application du présent accord, s'il n'est pas réglé par voie de négociation entre les parties, est soumis, aux fins de règlement définitif, à un tribunal composé de trois arbitres, dont l'un est nommé par le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération de l'Espagne, un autre par le Directeur général de l'OIM et le troisième par les deux autres arbitres. Si les deux premiers arbitres ne parviennent pas à s'entendre sur la désignation du troisième, celui-ci sera désigné par le Chef de mission diplomatique accrédité depuis le plus longtemps en Espagne par des États membres de l'organisation.

2. Le tribunal établit sa propre procédure.

MODIFICATION DE L'ACCORD

Article 23

Le présent accord peut être modifié d'un commun accord par les parties.

APPLICATION PROVISOIRE ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Article 24

1. Le présent accord est appliqué provisoirement à compter de la date de sa signature.
2. Le présent accord entre en vigueur à compter de la date de réception de la dernière notification constatant l'accomplissement par les parties des formalités requises par leurs législations respectives pour la conclusion de traités internationaux.

DÉNONCIATION DE L'ACCORD

Article final

Le présent accord peut être dénoncé à tout moment par l'une ou l'autre partie. La dénonciation prend effet six mois après la date où l'intention de mettre fin à l'accord a été communiquée à l'autre partie.

Fait à Madrid le 14<sup>th</sup> Juillet 2008, en deux exemplaires, en langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.



POUR L'OIM

  
POUR LE ROYAUME D'ESPAGNE



[ SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL ]

## CONVENIO DE SEDE ENTRE LA ORGANIZACIÓN INTERNACIONAL PARA LAS MIGRACIONES Y ESPAÑA PARA EL ESTABLECIMIENTO DE UNA OFICINA DE REPRESENTACION DE LA OIM EN ESPAÑA.

La Organización Internacional para las Migraciones y el Reino de España (en adelante las Partes),

Deseando concluir un Convenio que regule el estatuto jurídico en España de la Representación de la Organización Internacional para las Migraciones (en adelante la OIM), en lo relativo a privilegios, inmunidades, exenciones y facilidades de que han de gozar en España la OIM, sus órganos, sus funcionarios y los representantes de los Estados miembros, así como garantizar su buen funcionamiento y adecuada protección;

Han convenido lo siguiente:

### PERSONALIDAD JURIDICA

#### Artículo 1

España reconoce la personalidad jurídica de la OIM y su capacidad para contratar, adquirir o enajenar bienes muebles e inmuebles, recibir y desembolsar fondos públicos y privados, y entablar acciones judiciales.

### SEDE PERMANENTE DE LA OIM

#### Artículo 2

La Representación de la OIM se establece en Madrid.

#### Artículo 3

- 1.- España se compromete a poner a disposición de la OIM los locales necesarios para que pueda ejercer sus funciones. Se compromete asimismo a tomar las medidas necesarias para permitir a la OIM la utilización de los edificios que integran su sede.
- 2.- La sede central de la OIM se establecerá en los locales cuya situación, extensión y características se fijaran de mutuo acuerdo entre el Gobierno español y dicha organización
- 3.- La OIM podrá adquirir o alquilar otros locales adicionales en territorio español; la situación, extensión y características de los locales adicionales se fijaran igualmente de mutuo acuerdo entre ambas partes.

Artículo 4

- a) La Representación está sometida a la autoridad de la OIM.
- b) La OIM tendrá facultad para establecer reglamentos interiores, fijando las normas para su funcionamiento, aplicables a todo el ámbito de su Representación.
- c) A reserva de lo que se determina en el párrafo anterior, España concederá a la Representación de la OIM el mismo trato que a las sedes de las representaciones extranjeras.

Artículo 5

- a) Los locales de la Representación de la OIM son inviolables.
- b) No podrá cumplimentarse ninguna resolución judicial, incluso el embargo de bienes privados, en estos locales, sin la autorización del Jefe de Misión.
- c) Sin perjuicio de lo dispuesto en el presente Acuerdo, la OIM no permitirá que su Representación sirva de refugio a personas a las que se busque para la ejecución de una decisión judicial penal o que sean perseguidas por haber cometido un delito flagrante o contra las cuales las Autoridades españolas competentes hubieran dictado un mandamiento judicial o una orden de expulsión.

Artículo 6

- a) España garantiza la protección de la Representación de la OIM.
- b) A petición del Jefe de Misión, España prestará el apoyo de la fuerza de policía necesaria para mantener el orden en el interior de la Representación.

Artículo 7

España no obstaculizará el tránsito hacia o desde la Representación, a las personas que en ella deban ejercer funciones oficiales o de aquellas a las que la OIM haya invitado a personarse en ella.

FACILIDADES DE COMUNICACIÓN

Artículo 8

España concederá a la OIM para sus comunicaciones postales, telefónicas, telegráficas, radiotelegráficas y radiofototelegráficas un trato análogo al que se dispense a las misiones diplomáticas en materia de prioridad y tarifas sobre la correspondencia, comunicaciones telefónicas, telegráficas y otras.

#### Artículo 9

a) Se garantiza la inviolabilidad de la correspondencia oficial de la Representación de la OIM.

b) La Representación de la OIM tendrá facultad para usar claves, y podrá enviar y recibir correspondencia por correos o valijas que gozarán de análogos privilegios e inmunidades otorgados a los correos y valijas diplomáticos. En caso de sospecha grave y fundada, las Autoridades españolas podrán, en presencia de un representante competente de la OIM, verificar si efectivamente esas valijas contienen solamente correspondencia oficial.

### BIENES, FONDOS Y HABERES

#### Artículo 10

La representación de la OIM, sus bienes y haberes, dondequiera que se hallen, disfrutan de la inmunidad de jurisdicción, salvo en la medida en que la OIM renuncie expresamente a ella en un caso determinado o si esta renuncia resultase de las cláusulas de un contrato. Queda entendido, sin embargo, que se necesitará una nueva renuncia para las medidas de ejecución.

#### Artículo 11

1. Los bienes y haberes de la Representación de la OIM, dondequiera que se hallen, están exentos de registro, confiscación, requisa y expropiación o de cualquiera otra forma de acción ejecutiva, administrativa o legislativa.

2. Los archivos de la Representación de la OIM o, en general, todos los documentos que contengan o estén relacionados con los mismos, son inviolables dondequiera que se hallen.

#### Artículo 12

a) La Representación de la OIM, sus bienes, haberes, así como los ingresos que percibe en el ámbito de sus actividades oficiales, estarán exentos de todos los impuestos y gravámenes nacionales, regionales y municipales, excepto de los que constituyan el pago de servicios particulares prestados y de aquellos impuestos indirectos que estén normalmente incluidos en el precio de las mercancías y servicios.

b) En cuanto a la exención del Impuesto sobre el Valor Añadido, se aplicarán a la Representación de la OIM las disposiciones previstas en el artículo 22, apartados 8 y 9, de la Ley 37/1992, de 28 de diciembre, del Impuesto sobre el Valor Añadido, desarrolladas por el Real Decreto 3485/2000, de 29 de diciembre, sobre franquicias y exenciones en régimen diplomático, consular y de organizaciones internacionales, y de modificación del Reglamento General de Vehículos, aprobado por el Real Decreto 2822/1998, de 23 de diciembre, así como el que por la Orden de 24 de mayo de 2001, establece los límites de las franquicias y exenciones en régimen diplomático, consular y de organismos internacionales al que se refiere la disposición final primera del Real Decreto 3485/2000, de 29 de diciembre.

c) La Representación de la OIM estará exenta del pago de todos los derechos de aduana o gravámenes conexos de cualquier clase, excepto los correspondientes a gastos de almacenaje, transporte y servicios prestados, así como de prohibiciones o restricciones a la importación o exportación, respecto a los artículos destinados a su uso oficial.

d) Sin embargo, los objetos que se hubieran beneficiado de alguna de las exenciones reguladas en este artículo no podrán ser cedidos o puestos a disposición de una tercera persona, a título gratuito u oneroso, sino en las condiciones previstas por la legislación española.

#### Artículo 13

a) La Representación de la OIM podrá recibir y poseer fondos y divisas de todas clases y tener cuentas en cualquier moneda; transferir libremente a otro país los fondos y divisas de que disponga en el territorio español y viceversa.

b) España prestará su ayuda y apoyo a la Organización para sus operaciones de cambio y transferencias.

### FACILIDADES. PRIVILEGIOS E INMUNIDADES

#### Artículo 14

a) Durante su estancia en España para el desempeño de las funciones que les hayan sido encomendadas, el Director General y el Director General Adjunto de la OIM, los representantes de los estados miembros de la OIM en las reuniones de la OIM o de sus Comités y en las reuniones que aquella convoque, gozarán de las facilidades, privilegios e inmunidades análogas a los que se reconocen al personal diplomático extranjero de categoría equivalente en Misión oficial temporal en España.

b) Estas facilidades, privilegios e inmunidades abarcan a los cónyuges e hijos menores de 23 años de las personas arriba mencionadas y que dependan de ellas.

#### Artículo 15

1. Sin perjuicio de las disposiciones de los artículos 19 y 20, el Jefe de Misión de la Representación de la OIM, así como el funcionario que actúe en nombre de él durante su ausencia, gozará, como también sus cónyuges y sus hijos menores, de las prerrogativas, inmunidades, exenciones y facilidades que se otorguen conforme al derecho internacional a los enviados diplomáticos de su misma categoría.

2. Si las personas a las que se refiere el apartado anterior son de nacionalidad española, solamente gozarán de inmunidad judicial respecto a los actos realizados en el ejercicio de sus funciones oficiales y de exención de impuestos sobre los sueldos y emolumentos percibidos por la OIM.

Artículo 16

El Jefe de Misión de la Representación de la OIM comunicará a España a través de los Servicios de Protocolo del Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación, los nombres y circunstancias personales de las personas a que se alude en los artículos 14, 15 y 18 para que puedan disfrutar de los privilegios, inmunidades y facilidades correspondientes.

Artículo 17

Las inmunidades previstas en los artículos 14 y 15 se conceden a sus beneficiarios en interés de la OIM y no para garantizarles beneficios personales. Podrán renunciar a estas inmunidades: el Gobierno del Estado interesado, cuando se trate de sus representantes y personas de su familia; el Director General de la OIM, para los miembros de sus Comités y sus familiares, así como para el Jefe de Misión y miembros de su familia, y para los funcionarios de la OIM que se citan en los artículos 15 y 18 y para su familiares.

FUNCIONARIOS

Artículo 18

1. Los miembros del personal de la OIM, cualquiera que sea su nacionalidad, gozarán:

- a) de inmunidad jurisdiccional por los actos oficiales que realicen;
- b) si al ser nombrados residen en el extranjero, podrán importar en franquicia aduanera y fiscal el mobiliario y efectos personales, para su instalación en España, por una sola vez; así como sus vehículos automóviles en las mismas condiciones que los miembros de las misiones diplomáticas de su misma categoría.

2. Los miembros del personal de la OIM que no ostenten la nacionalidad española, ni tengan su residencia permanente en España con anterioridad a su incorporación a la Oficina, gozarán además de las facilidades siguientes:

- a) en materia de impuestos sobre los sueldos y emolumentos percibidos por la OIM, de iguales exenciones que las disfrutadas en iguales condiciones por los funcionarios de las Naciones Unidas.
- b) serán eximidos de toda obligación relativa al servicio militar o cualquier servicio civil obligatorio en España.
- c) no estarán sometidos, como tampoco sus cónyuges e hijos menores de 23 años que dependan económicamente de ellos, a las restricciones establecidas por la normativa vigente en materia de extranjería e inmigración, ni a las formalidades de policía aplicables a los extranjeros, siempre y cuando estén provistos de la documentación expedida por el Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación a que se refiere el artículo 21.

d) se beneficiarán, al igual que sus cónyuges e hijos menores de 23 años que dependan económicamente de ellos, de idénticas facilidades de repatriación que las que se den a los miembros de las misiones diplomáticas acreditadas, en épocas de tensión internacional;

e) tendrán los privilegios aduaneros y fiscales de que puedan ser beneficiarios con arreglo a la normativa española los miembros de su misma categoría de las misiones diplomáticas.

3. Los miembros del personal de la OIM estarán sujetos exclusivamente al estatuto del personal de la OIM y estarán afiliados al Fondo de Pensiones de las Naciones Unidas, según resolución N° 1130 aprobada en la 471ª Sesión del Consejo de fecha 2 de diciembre de 2005. Toda controversia entre la OIM y los miembros de su personal deberá ser sometida, en última instancia, al Tribunal Administrativo de la OIT, según resolución N° 952 aprobada en la 410ª Sesión del Consejo de fecha 20 de Noviembre de 1996.

4. Además de lo dispuesto en el apartado 2.a) de este artículo, gozarán de iguales exenciones que las disfrutadas en iguales condiciones por los funcionarios de NN.UU. en materia de impuestos sobre los sueldos y emolumentos percibidos por la OIM, aquellos trabajadores contratados por la Oficina de la OIM en Madrid que vinieran prestando sus servicios en la misma con anterioridad a la fecha de entrada en vigor de este Convenio:

#### Artículo 19

Estos privilegios e inmunidades se conceden a los funcionarios en interés de la OIM y no para garantizarles beneficios personales. El Director General podrá y deberá renunciar a la inmunidad concedida a un funcionario en todos los casos en que considere que esta inmunidad impide la acción de la justicia y siempre que con ella no resultasen perjudicados los intereses de la OIM.

#### Artículo 20

La OIM cooperará constantemente con las autoridades españolas para facilitar la debida administración de la justicia, garantizar la aplicación de los reglamentos de policía y evitar los abusos a que pudieran dar lugar las inmunidades y facilidades que se prevén en el presente Convenio.

### TARJETAS DE IDENTIDAD

#### Artículo 21

Los Servicios de Protocolo del Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación de España expedirán tarjetas de identidad a las personas a las que hace referencia este Convenio.

### SOLUCION DE CONTROVERSIAS

#### Artículo 22

1. Cualquier conflicto sobre la aplicación del presente Convenio, si no es resuelto por medio de negociaciones entre las Partes, será sometido, para su solución definitiva, a un Tribunal

compuesto por tres árbitros. Los árbitros serán nombrados: uno por el Ministerio de Asuntos Exteriores de España; otro por el Director General de la OIM y el tercero por los otros dos árbitros, a falta de acuerdo sobre su designación, por el Jefe de misión diplomática más antiguo de los acreditados en España por Estados miembros de la Organización.

2. El Tribunal fijará su propio procedimiento.

#### MODIFICACION DEL CONVENIO

##### Artículo 23

El presente Convenio podrá modificarse de común acuerdo por las Partes.

#### APLICACIÓN PROVISIONAL Y ENTRADA EN VIGOR

##### Artículo 24

1. El Presente Convenio se aplicará provisionalmente desde la fecha de su firma.

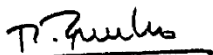
2. El presente Convenio entrará en vigor a partir de la fecha en que se reciba la última de las notificaciones por la que las Partes se notifiquen que han cumplido los procedimientos exigidos por su Derecho para la conclusión de tratados internacionales respectivos.

#### DENUNCIA DEL CONVENIO

##### Artículo final

El presente Convenio podrá ser denunciado por cualquiera de las Partes, en cualquier momento, teniendo efecto dicha denuncia al cabo de seis meses de la comunicación a la otra Parte de la intención de poner fin al Convenio.

Hecho en Madrid el día 14/7 de 2008, en dos ejemplares, en francés y español, siendo los dos igualmente auténticos.



POR LA OIM

MANUEL POMBO BRAVO  
JEFE DE MISIÓN EN MADRID



POR EL REINO DE ESPAÑA

FRANCISCO JAVIER ELORZA  
CAVENGT  
SECRETARIO GENERAL DE  
ASUNTOS CONSULARES Y MIGRATORIOS

[TRANSLATION – TRADUCTION]

HEADQUARTERS AGREEMENT BETWEEN THE INTERNATIONAL ORGANIZATION FOR MIGRATION AND SPAIN ON THE ESTABLISHMENT OF AN IOM REPRESENTATION OFFICE IN SPAIN

The International Organization for Migration and the Kingdom of Spain (hereinafter the “Parties”),

Desiring to conclude an agreement governing the legal status in Spain of the Representation of the International Organization for Migration (hereinafter “IOM”), in respect of privileges, immunities, exemptions and facilities to be enjoyed in Spain by IOM, its bodies and staff members, and representatives of Member States, and to ensure the protection and proper functioning of the said Representation,

Have agreed as follows:

LEGAL PERSONALITY

*Article 1*

Spain recognizes IOM’s legal personality and its capacity to conclude contracts, acquire or dispose of movable and immovable property, receive and pay public and private funds, and be a party to legal proceedings.

IOM HEADQUARTERS

*Article 2*

The IOM Representation shall be established in Madrid.

*Article 3*

1. Spain undertakes to provide IOM with the premises necessary for it to carry out its functions. It also undertakes to take all measures necessary to enable IOM to use the buildings that constitute its headquarters.

2. The location, size and characteristics of the IOM headquarters premises shall be established by mutual agreement between the Spanish government and the Organization.

3. IOM may acquire or lease additional space in Spanish territory; the location, size and characteristics of these additional facilities shall also be determined by mutual agreement between the two Parties.



*Article 4*

- a) The Representation is subject to the authority of IOM.
- b) IOM may establish the bylaws and rules of operation of the entire Representation.
- c) Subject to the provisions of the above paragraph, Spain shall grant the IOM Representation the same treatment as that enjoyed by the seats of foreign representations.

*Article 5*

- a) The premises of the IOM representation office shall be inviolable.
- b) No court order may be enforced on those premises, including the seizure of private property, without the permission of the Head of Mission.
- c) Without prejudice to the provisions of this Agreement, IOM shall not allow its representation office to serve as a haven for persons wanted for the execution of a criminal judgment or who are pursued flagrante delicto or are subject to a court order or deportation order issued by the competent Spanish authorities.

*Article 6*

- a) Spain shall guarantee the protection of the IOM representation office.
- b) Upon request of the Head of Mission, Spain shall provide the police assistance needed to maintain order within the representation office.

*Article 7*

Spain shall not hinder traffic from or to the representation office of persons carrying out their official duties there or persons invited by IOM to report there.

COMMUNICATIONS FACILITIES

*Article 8*

Spain shall grant to IOM, for communication by post, telephone, telegraph, radio-telephone, radio-telegraph and radio-photo-telegraph, terms analogous to those granted to diplomatic missions as regards priority and tariffs for its correspondence and its telephonic, telegraphic and other communications.

*Article 9*

- a) The inviolability of the official correspondence of the IOM Representation shall be guaranteed.

b) The IOM Representation shall be entitled to use codes and may send and receive correspondence by courier or in bags enjoying the same privileges and immunities as diplomatic couriers and bags. In the event of grave and well-founded suspicion, the Spanish authorities may, in the presence of an authorized representative of IOM, verify whether in fact such bags contain official correspondence only.

#### PROPERTY, FUNDS AND ASSETS

##### *Article 10*

The IOM Representation and its property and assets, wherever located, shall enjoy immunity from every form of legal process except insofar as in any particular case IOM has expressly waived immunity or the waiver is implied by contract. However, it is understood that an additional waiver is required for enforcement measures.

##### *Article 11*

1. The property and assets of the IOM Representation, wherever situated, shall be immune from search, requisition, confiscation, expropriation or any other form of distraint by executive, administrative or legislative action.

2. The archives of the IOM Representation or, in general, all documents they contain and all those related to such archives, shall be inviolable, wherever located.

##### *Article 12*

a) The IOM Representation, its property and assets, as well as the revenue it collects through its official activities, shall be exempt from all national, regional and municipal charges and taxes, except those constituting payment for specific services rendered and indirect taxes normally included in the price of goods and services.

b) As for the exemption from value added tax, the IOM Representation shall have the benefit of the provisions of Article 22, paragraphs 8 and 9 of Law 37/1992 of 28 December 1992 on the value added tax, as amended by Royal Decree 3485/2000 of 29 December 2000 on the relief and exemptions accorded to diplomatic and consular representations and international organizations and amending the general regulation on vehicles, approved by Royal Decree 2822/1998 of 23 December 1998, and the provisions of the Decree of 24 May 2001 establishing the relief and exemptions for diplomatic and consular representations and international organizations referred to in the first final provision of Royal Decree 3485/2000 of 29 December 2000.

c) The IOM Representation shall be exempt from payment of all customs duties and related taxes of any kind whatsoever, except fees for the costs of storage, transportation and services. It shall also be exempt from any prohibition or restriction on the import or export of articles for official use.

d) However, objects that have benefited from any of the exemptions under this section may not be transferred or made available to a third party, whether for a consideration or free of charge, except in accordance with Spanish law.

*Article 13*

a) The IOM Representation may receive and hold funds and foreign currency of any kind and may keep its accounts in any currency. It may freely transfer the funds and foreign currency it holds in Spain to another country and vice versa.

b) Spain shall provide IOM with assistance and support for its exchange and transfer operations.

FACILITIES, PRIVILEGES AND IMMUNITIES

*Article 14*

a) In the course of their duties in Spain, the Director-General and Deputy Director-General of IOM, the representatives of Member States at meetings of IOM or its committees and at meetings convened by IOM shall enjoy the same facilities, privileges and immunities as are granted for a temporary official mission to Spain to foreign diplomatic personnel belonging to an equivalent category.

b) The said facilities, privileges and immunities extend to those persons' spouses and dependent children under 23 years of age.

*Article 15*

1. Without prejudice to the provisions of Articles 19 and 20 below, the Head of Mission of the IOM Representation, as well as any official acting on his behalf during his absence, as well as their spouses and minor children, shall enjoy the prerogatives, immunities, exemptions and facilities accorded under international law to diplomatic agents of the same category.

2. If the persons referred to in the preceding paragraph have Spanish nationality, they shall enjoy judicial immunity only in respect of acts performed in the exercise of their official duties and shall benefit from the tax exemption on salaries and emoluments paid by IOM.

*Article 16*

The Head of Mission of the IOM Representation shall inform Spain, through the Protocol services of the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation, of the names and personal characteristics of the persons referred to in Articles 14, 15 and 18 so that they can enjoy the corresponding privileges, immunities and facilities.

*Article 17*

The immunities provided for in Articles 14 and 15 shall be granted to their beneficiaries in the interest of IOM and not for their personal benefit. Such immunities may be waived: by the Government of the State concerned, as regards its representatives and members of their families; by the Director-General of IOM, as regards committee members and members of their families, the Head of Mission and members of his family, or any of the IOM officials referred to in Articles 15 and 18 members of their families.

STAFF MEMBERS

*Article 18*

1. IOM staff members, whatever their nationality:
  - a) Shall enjoy immunity from every form of legal process for acts performed in the exercise of their duties;
  - b) Shall have the right, if they are resident abroad at the time of their appointment, to import their furniture and personal effects free of duty and taxes, once only, upon settling in Spain; the same shall apply to their cars, which they may import under the same conditions as are accorded to members of diplomatic missions of equivalent category.
2. IOM staff members not having Spanish nationality and who are not permanent residents in Spain before joining the Representation shall also enjoy the following facilities:
  - a) With respect to taxes on the salaries and emoluments paid by IOM, they shall enjoy the same exemptions as those granted, under the same conditions, to United Nations staff members;
  - b) They shall be exempt from all military service and all other compulsory service in Spain;
  - c) They shall, together with their spouses and the dependent members of their families under 23 years of age, be exempt from immigration restrictions and police formalities for foreigners, provided they are in possession of the documents issued by the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation referred to in Article 21;
  - d) They shall, together with their spouses and dependent members of their families under 23 years of age, be accorded the same facilities for repatriation as are granted to members of accredited diplomatic missions in time of international crisis;
  - e) They shall enjoy the same customs and tax privileges as are granted under Spanish law to members of diplomatic missions of equivalent category.
3. IOM staff members shall be exclusively subject to the IOM Staff Regulations and shall participate in the United Nations pension fund, pursuant to Resolution No. 1130, approved at the 471<sup>st</sup> meeting of the Council held on 2 December 2005. Any dispute between IOM and its staff members shall be submitted, in the last instance, to the

ILO Administrative Tribunal, pursuant to Resolution No. 952, approved at the 410<sup>th</sup> meeting of the Council, held on 20 November 1996.

4. In addition to the provisions of paragraph 2(a) above, workers hired by the IOM Office in Madrid and already on duty before the entry into force of this Agreement shall enjoy the same exemptions with respect to taxes on salaries and emoluments paid by the IOM as are granted, under the same conditions, to United Nations staff members.

*Article 19*

These privileges and immunities are granted to officials in the interests of IOM and not for their personal benefit. The Director-General shall have the right and the duty to waive the immunity of any staff member where he considers that such immunity would impede the normal course of justice and that it may be waived without prejudice to the interests of IOM.

*Article 20*

IOM shall provide ongoing cooperation to the Spanish authorities to facilitate the proper administration of justice, to secure the observance of police regulations and prevent the occurrence of any abuse in connection with the immunities and facilities accorded under this Agreement.

IDENTITY CARDS

*Article 21*

The Protocol unit of Spain's Ministry of Foreign Affairs and Cooperation shall issue identity cards to persons covered by this Agreement.

DISPUTE RESOLUTION

*Article 22*

1. Any dispute as to the application of this Agreement, if it is not resolved by negotiation between the Parties, shall be submitted for final resolution to a tribunal of three arbitrators, one appointed by the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation of Spain, another by the Director-General of IOM, and the third by the other two arbitrators. If the first two arbitrators fail to agree on the appointment of the third, another shall be appointed by the head of the diplomatic mission longest accredited to Spain among the Organization's member states.

2. The tribunal shall determine its own procedure.

AMENDMENT OF AGREEMENT

*Article 23*

This Agreement may be amended by mutual agreement between the Parties.

PROVISIONAL APPLICATION AND ENTRY INTO FORCE

*Article 24*

1. This Agreement shall be applied provisionally as of the date of its signature.
2. This Agreement shall enter into force on the date of receipt of the last notification confirming the completion by the Parties of the procedures required by their laws for the conclusion of international treaties.

TERMINATION OF THE AGREEMENT

*Final Article*

This Agreement may be terminated at any time by either Party. Termination shall take effect six months after the date on which intention to terminate the Agreement was communicated to the other Party.

DONE at Madrid on 1 July 2008 in duplicate in the French and Spanish languages,  
both texts being equally authoritative.

For IOM:

MANUEL POMBO BRAVO

For the Kingdom of Spain:

FRANCISCO JAVIER ELORZA CAVENGT